

30. ILES SALOMON 2003



Avertissement :

Compte tenu de la situation politique des Iles Salomon aujourd'hui et de la main mise australienne sur le pays, je déconseille fortement tout voyage dans ce pays actuellement.

Ci-dessous, le rapport d'Amnesty International sur les Iles Salomon (mars 2003) :

Armes à feu et appât du gain dans les îles Salomon

De graves violations des droits humains ont entaché une opération de police, dans les îles Salomon, contre l'activiste et ancien policier Harold Keke, chef du *Guadalcanal Liberation Front* (GLF, Front de libération de Guadalcanal). En 1998, ce groupe avait contribué au déclenchement de la guerre civile en terrorisant les civils à Guadalcanal, l'île principale du pays. Depuis septembre 2002, des agents de police spéciaux et des volontaires civils, armés par la police, ont rejoint les forces régulières menant des opérations contre le GLF et ses sympathisants.

Dès lors, agents de police spéciaux et volontaires civils ont torturé des sympathisants présumés du GLF, réduit leur maison en cendres et tué leur bétail. Les suspects ont été battus en garde à vue. Depuis décembre 2002, ces policiers et ces volontaires ont également torturé les épouses des sympathisants présumés, frappant violemment certaines d'entre elles avec des câbles chauffés et des baguettes. Des villageois ayant parlé aux journalistes des passages à tabac ont eux-mêmes été menacés par les personnes impliquées dans l'opération de police.

De telles violations constituent un défi pour le nouveau directeur de la police, nommé en janvier 2003 et arrivant du Royaume-Uni, qui s'est engagé à donner la priorité à la stabilité, à la défense des droits humains et à un maintien de l'ordre professionnel. Tandis que quelques policiers de haut rang se sont ouvertement opposés à un directeur étranger, la majorité semblent désireux de faire cesser l'impunité en matière d'abus de pouvoir, qui a souvent profité aux personnes occupant une position influente.

De 1998 à 2000, les inégalités économiques ont alimenté un conflit ethnique à Guadalcanal. Durant deux ans, la guerre civile a déplacé quelque 30 000 personnes, paralysé la police régulière et dévasté l'économie ainsi que les systèmes d'éducation et de santé.

À la suite d'un accord de paix conclu en 2000, le gouvernement a autorisé environ 2 000 activistes à garder leur arme à feu, à échapper à la justice et à s'enrôler dans la police spéciale. Dans certaines régions du pays, les agents de police spéciaux ont coopéré avec les forces régulières pour restaurer l'ordre public. D'autres ont rapidement abusé de leur statut et ont joué un rôle notoire dans les chantages généralisés et autres violations des droits humains. En février 2003, au moins 1 100 agents spéciaux, surnommés « *criminels spéciaux* », faisaient encore partie des effectifs de la police.

Un programme de paix soutenu par les Nations unies incite la plupart des agents spéciaux à la démobilisation. Parmi ces derniers figurent des personnes responsables de tortures, de viols, de chantage, d'intimidation et d'homicides délibérés et arbitraires. Leurs armes et leur influence ont jusqu'ici empêché la police régulière de faire en sorte qu'ils soient traduits en justice. Leur démobilisation sera donc cruciale pour restaurer l'ordre public et pour protéger les civils contre les violations des droits humains.

-- F I N --